



## DECLARATION LIMINAIRE CSAL DU 22 JUIN 2023

Madame la Présidente,

Aujourd'hui se tient un CSAL, mais n'oublions pas le boycott intersyndical qui a perduré dans le temps et qui n'est que l'expression d'un dialogue social mis à mal.

Restrictions des droits syndicaux et des libertés syndicales, absence de concertation, pensée unique, tactique de contournements systématiques et dérives démocratiques et liberticides.

C'est bien dans ce contexte que c'est exercé un pseudo dialogue social.

Non le dialogue social ne se décrète pas, il se construit.  
« Dire que c'est faire » n'amène nulle part, sinon dans une impasse.

L'apaisement demande du temps n'en déplaie aux faiseurs de vérités toutes faites.

Ce n'est qu'en construisant dans l'intérêt des personnels que nous représentons que nous irons vers le chemin de la rédemption.

L'humain devrait être au cœur. Or nous constatons une désincarnation, une déshumanisation constante et dangereuse pour ne pas dire suicidaire.

Quid de la campagne et de l'état physique de nos collègues mis à très forte contribution ????

Fatigue, non parlons plutôt d'épuisement. La charge mentale est forte, e-contacts, courriels, affluence au guichet, Sans compter que la campagne a en fait débuté en janvier, avec la prime carburant, s'est poursuivi avec la campagne ou se cumule les campagnes : Impôt sur le Revenu et GMBI . Et quand verront t'ils le bout du tunnel ? Nul ne le sait à moins que nos directions ne le sachent et pour une fois fassent preuve d'anticipation, ce qui est loin d'être le cas avec GMBI, Gestloc, Surf, la liste est malheureusement loin d'être exhaustive.

Les campagnes mettent en lumière le manque criant de moyens humains et matériels.

Gérer la pénurie conduit à une voie sans issue. Catastrophique sur le plan humain et qui n'est pas sans conséquence aussi bien physiquement que mentalement.

Pire campagne ou affublé du terme d'affreuse, la sonnette d'alarme retentit comme une sirène hurlante et lancinante comme les maux de nos collègues. De l'alerte au retrait il n'y a qu'un pas....il en va de la santé des agents.

Ce n'est pas la communication tape à l'oeil de la DGFIP qui va apaiser les esprits de nos collègues en souffrance. Sans le ciment de leur conscience professionnelle un gouffre s'ouvre à leurs pieds.

Quant aux usagers, GMBI semble être rentré dans leur quotidien, et pourtant un mois avant l'échéance, seulement 50 % de déclarations validées, et le pourcentage de déclarations spontanées, donc sans l'intervention des collègues, tombe bien plus bas.... en termes d'appropriation on a vu mieux.....

Au bout du compte, on est loin d'en avoir pour ses impôts et service public + se transforme en service public -.....

Quelle reconnaissance pour nos collègues sinon les beaux discours de notre DG ?????

On pourrait résumer par « Je connais votre valeur ».

Nous l'avons bien vu lors de la campagne d'évaluation.

Elle s'achève et le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne s'est pas déroulée dans de bonnes conditions.

La mise en place d'ESTEVE a été plus que laborieuse. La disparition du tableau synoptique principal des A, remplacé par celui de performance annuelle, a été plus que chaotique, donnant lieu à de nombreuses interprétations entre les directions, voire même au sein de notre direction, dans la façon de le remplir et créant donc de fait une différence d'évaluation entre les inspecteurs selon la façon dont les notes ont été comprises par les encadrants.

Quant à la réduction, disons plutôt la dégradation excessive des croix du tableau synoptique des B et C, c'est un vaste capharnaüm entre les encadrants qui l'appliquent largement, ceux qui disent qu'ils le feront l'année prochaine et ceux qui restent circonspects par la communication sibylline de la DG, qui n'ose pas dire clairement ce qu'elle veut : *"Nous sommes d'après eux surnotés à la DGFIP par rapport au reste de la fonction publique et il faut que cela cesse"*.

Pour la CGT Finances Publiques, ces notations ne sont que le reflet de l'investissement des collègues dans un contexte de suppression d'emplois depuis plus de 20 ans. Ce bazar est une nouvelle occasion de discriminer les agents de la DGFIP : le système de notation est déjà arbitraire et ne repose sur aucun critère précis ; en plus de cela la DG a décidé cette année de diminuer les profils croix, diminution qui sera plus ou moins appliquée selon les notateurs.

C'est donc un nouveau risque pour la carrière des agents, puisque les tableaux d'avancement, ainsi que certaines promotions et mutations, dépendent de cette évaluation. Le CREP régissant la carrière de chaque agent.

Comme vous pouvez le constater le temps passe mais le menu reste le même, c'est vache maigre pour tout le monde.....

Détérioration du dialogue social, souffrance au travail, dégradation des conditions de travail, non reconnaissance des agents, perte de la valeur travail, france télécomisation de notre administration et négation de la valeur humaine et humaniste.